



PARLEMENTAIRES
POUR LA PAIX

PLATEFORME PARLEMENTAIRE POUR LA PAIX

Cofondé par l'Institut Open Diplomacy et la Région Normandie



RÉGION
NORMANDIE



open
diplomacy



SOMMAIRE

EDITORIAUX	4
PRINCIPES	6
SOLUTIONS POLITIQUES	8
APPEL À L'ACTION	10
BIOGRAPHIES DES PARLEMENTAIRES POUR LA PAIX	10
L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY	14
LA RÉGION NORMANDIE	14
LE FORUM MONDIAL NORMANDIE POUR LA PAIX	15
LES PARLEMENTAIRES POUR LA PAIX	15





Hervé Morin
Président de la Région
Normandie

Le Forum mondial Normandie pour la Paix dont j'ai souhaité la création est un lieu de réflexion, de débats mais également un laboratoire d'expérimentation, de propositions et d'initiatives pour une Paix durable.

Cela s'est notamment concrétisé lors du Forum 2019 par la signature du Manifeste Normandie pour la Paix en présence de quatre Prix Nobel de la Paix. Ce Manifeste appelle chacun à agir pour la Paix, des citoyens aux représentants de la société civile.

Dans la lignée de cet appel, le projet Parlementaires pour la Paix, co-organisé entre l'Institut Open Diplomacy et la Région Normandie, a réuni 10 représentants élus de tous les horizons et de toutes les sensibilités dans un format innovant pour la construction de la Paix.

Ils ont travaillé ensemble sur les trois grands axes de menaces pour la Paix mis en avant lors de l'édition 2020 du Forum Normandie pour la Paix : la détérioration de l'environnement, les bouleversements sociaux et la révolution digitale.

La pandémie dont le monde entier est victime a mis en lumière les vulnérabilités de l'organisation internationale mais également la nécessité de coopérer pour trouver des solutions durables à la crise. Le travail même des Parlementaires pour la Paix s'en est trouvé perturbé mais ils ont su trouver des solutions pour continuer cette coopération essentielle.

La déclaration finale du projet, que j'ai l'honneur de préfacier, contient l'analyse collective des parlementaires ainsi que leurs engagements à soutenir dans leurs pays respectifs des initiatives pour défendre les idéaux de Paix et de Liberté. Ce travail sera poursuivi, entendu et relayé au sein des parlements nationaux.

J'encourage chacun à soutenir, se joindre et à s'associer à ces initiatives et vous donne rendez-vous au Forum 2021 pour une nouvelle étape de ce projet.



Catherine Morin-Desailly
Sénatrice,
Présidente de la Commission
Culture, tourisme
et attractivité du territoire
de la Région Normandie

Notre monde est affecté par des bouleversements sociaux, des tensions géopolitiques croissantes et des dangers environnementaux en rapide évolution. Construire une paix durable dans ces conditions critiques n'a jamais été aussi complexe. Une volonté politique plus audacieuse est nécessaire.

Le Forum mondial Normandie pour la Paix offre une opportunité majeure de rassembler les dirigeants internationaux pour soutenir la résolution des conflits par la médiation, le dialogue et la réflexion. C'est également le rôle des parlementaires.

C'est la raison pour laquelle l'Institut Open Diplomacy et la Région Normandie ont développé, au cœur du Forum mondial Normandie pour la Paix, un nouveau moteur pour la paix : le programme Parlementaires pour la Paix. Nous avons réuni dix parlementaires afin qu'ils travaillent ensemble et mettent en évidence des principes communs pour la paix. Ces derniers ont à la proposition de solutions politiques concrètes et ayant un impact.



M. Thomas FRIANG
Fondateur et CEO
de l'Institut Open Diplomacy

Le Forum mondial Normandie pour la Paix a pour vocation d'être vecteur d'une paix durable. En raison de la pandémie et de la façon dont elle affecte de plus en plus de personnes sur l'ensemble de la planète, nous espérons que cette initiative de coopération législative transnationale favorisera la paix, à la fois à court et à long terme.

Nous, parlementaires de dix nations différentes, réunis à l'occasion du Forum mondial Normandie pour la Paix, avons pu constater, à l'échelle locale comme mondiale, l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur le système international.

La gouvernance globale s'en est trouvée affaiblie et le monde détérioré. Un certain nombre de vulnérabilités dans le système mondial ont été mises en lumière et exacerbées par la pandémie.

Dans la mesure où cette crise nous affecte tous, nous aurions pu attendre beaucoup plus de coopération. Au contraire, les Nations font actuellement face au virus de manière individuelle.

Elles adoptent une approche de court-terme et individualiste quant à l'approvisionnement des ressources médicales et à la recherche et développement d'un vaccin contre le virus.

Assurer la santé des citoyens est bien la responsabilité de chaque État. Toutefois, aucun pays, seul, ne possède les moyens nécessaires pour combattre une pandémie mondiale. Nous pouvons cependant établir le constat que quelques puissances globales ou régionales instrumentalisent cette épreuve mondiale comme une occasion de lutte géopolitique.

Certains leaders mondiaux ébranlent, au travers de leurs discours, le système multilatéral de la coopération internationale. D'autres lui retirent des ressources financières essentielles.

Beaucoup décident de passer outre les règles ou adoptent une attitude de « laissez-faire » en s'attaquant de façon violente et répétée aux fondements et valeurs du système, que sont la liberté, l'égalité et l'auto-détermination. Le 75ème anniversaire des Nations Unies aurait-il pu être célébré de pire manière ? Il est permis d'en douter. C'est pourquoi nous avons pris l'engagement, nous, les Parlementaires pour la Paix, de soutenir des solutions clés afin de promouvoir et réaliser la paix. Ces solutions sont autant mises en œuvre par des gouvernements que par des acteurs de la société civile.

Au-delà des frontières qui nous séparent et de nos opinions politiques respectives, nous attendons ensemble plus d'anticipation politique et de coopération. Nous nous réunissons donc pour soutenir les principes suivants, socle de toutes les solutions politiques que nous recommandons.

01

GARANTIR LA PAIX EXIGE BEAUCOUP PLUS DE COURAGE POLITIQUE POUR FAIRE FACE AUX PERTURBATIONS GÉOPOLITIQUES ACTUELLES.

Il est grandement temps de renforcer et d'améliorer le système des Nations Unies par la mise en œuvre de réformes préconisées depuis longtemps.

La conduite actuelle des affaires internationales est marquée par l'expression des intérêts nationaux qui freinent la garantie et primauté du droit international.

La priorité majeure est de recentrer le système sur ses valeurs fondamentales : liberté, égalité, démocratie, état de droit, ainsi que l'auto-détermination et l'égalité participation dans l'ordre multilatéral.

Nous ne pouvons rester impassibles et inactifs face à la montée de l'autoritarisme et à de nouvelles formes de génocide. Il est donc vital d'amorcer une nouvelle ère pour la réalisation des objectifs du développement durable. La transition nécessaire vers l'accomplissement de l'Agenda 2030 ne peut être reculée plus longtemps.

Chacun de nous, en tant qu' élu et citoyen, a un rôle à jouer dans le combat contre le rétrécissement des espaces de liberté, et contre la fragilisation des liens sociaux et de certaines formes de solidarité.

02

ASSURER LA PAIX EXIGE BEAUCOUP PLUS D'AMBITION QUANT À LA GESTION DE NOTRE PLANÈTE ET AUX ACTIONS À MENER POUR MIEUX LA PROTÉGER ET PARTAGER SES RESSOURCES PLUS ÉQUITABLEMENT.

Les destructions environnementales constituent l'une des menaces les plus sérieuses contre la paix. Pour lutter contre la crise climatique et éviter la sixième extinction de masse, il est vital de mettre sur pied une économie plus durable et circulaire, dans laquelle chaque Nation, corporation et individu doivent assumer leur part de responsabilité.

Un point de non-retour où les conséquences du changement climatique ne pourront plus être atténuées sera bientôt atteint. Nous devons donc tous relever le niveau de nos ambitions. Chacun d'entre nous doit être mobilisé : élus, entrepreneurs, industriels ou simples citoyens.

Nous devons veiller à : réemployer notre argent dans des investissements à profils peu carbonés, vivre plus simplement, penser de façon plus inclusive et agir de façon plus responsable.

Le chaos climatique, à travers l'accroissement rapide des déchets et de la pollution, fragilise la paix en profondeur. A plus ou moins long terme, des catastrophes climatiques de plus en plus fréquentes et violentes, ainsi que des menaces sur la sécurité alimentaire et sur la qualité de l'eau et de l'air, auront pour résultat des migrations forcées, des tensions économiques sur les ressources, et enfin des conflits politiques accrus.

03

CONSOLIDER LA PAIX EXIGE QUE LES INDIVIDUS PUISSENT SE SENTIR HABILITÉS À RÉALISER LEUR PLEIN POTENTIEL. IL EST DONC PRIMORDIAL DE FAVORISER L'ACCÈS À LA SANTÉ, L'ÉDUCATION ET DE PERMETTRE LE DÉVELOPPEMENT D'UNE SOCIÉTÉ INCLUSIVE.

Le bien-être physique et mental est un facteur essentiel pour une société en paix. L'égalité des chances et l'autonomie personnelle sont des éléments clés de la cohésion sociale et de la poursuite du bonheur.

La santé et l'éducation sont les deux principaux moteurs pour parvenir à des sociétés stables et pacifiques. Nous ne pourrions pas réussir à bâtir une société inclusive, facteur clé pour la conduite de relations pacifiques, sans mettre en œuvre un calendrier audacieux pour le respect, l'égalité des genres et la construction d'un dialogue intergénérationnel. Les personnes sans autonomie d'action ou qui sont privées de protection sociale sont les plus susceptibles de développer un sentiment d'amertume et d'injustice.

Elles sont donc en grand danger de se radicaliser ou d'être recrutées pour une révolution potentielle. De même, n'importe quel événement politique pouvant avoir un impact sur les bénéfices sociaux des individus menace les mesures en faveur de la paix ou les efforts de résolution des conflits.

Une politique de paix se doit d'être conduite par un idéal de justice, tant dans les affaires domestiques qu'étrangères. Son objectif est de préparer les nations à toute éventualité géopolitique susceptible de modifier l'équilibre de la justice sociale, et ainsi susciter l'accroissement des tensions et des conflits.

04

MAINTENIR LA PAIX EXIGE D'ASSURER UNE JUSTICE SOCIALE ET L'ÉGALITÉ POUR TOUS LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

Un monde en paix ne peut exister avec un tel niveau d'inégalité entre les Nations et entre les peuples. Construire la paix implique de s'attaquer rapidement et de manière forte à ces disparités durables. Il faut veiller à sortir les plus vulnérables du piège de la pauvreté.

Tous les individus doivent recevoir une part équitable des investissements publics et privés. Il est nécessaire de sécuriser l'accès aux emplois pour toutes les communautés et tous les genres. Une protection sociale à tous les secteurs et toutes les catégories de travailleurs doit être délivrée, y compris aux indépendants et aux travailleurs occasionnels. Enfin, il est vital de permettre l'adaptation et l'inclusion de tous les citoyens dans la prochaine révolution industrielle. Entre les Nations et au sein même de celles-ci, les rivalités économiques donnent souvent lieu à des conflits politiques. C'est pourquoi nous devons faire face et considérer les inégalités d'aujourd'hui comme le danger prééminent contre la paix et la stabilité du monde.

05

FAIRE AVANCER LA PAIX EXIGE D'ACCEPTER PLEINEMENT LA RÉVOLUTION DIGITALE, AVEC BEAUCOUP PLUS DE LUCIDITÉ QUANT AUX ENJEUX QU'ELLE REPRÉSENTE POUR LA DÉMOCRATIE, LA CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES, LA SÉCURITÉ ET L'INCLUSION SOCIÉTALE.

Internet et la pluralité de ses applications ont reconfiguré tous les équilibres de pouvoirs économique et politique. La révolution digitale bouleverse nos sociétés actuelles et elle a le potentiel de changer l'humanité.

Nos sociétés et nos institutions sont autant affectées que le domaine de l'économie. Ceci a pour conséquence de concentrer le pouvoir dans les mains de peu d'acteurs. Aucun calendrier ou projet en faveur de la paix ne peut exister sans prendre en considération l'importance et l'impact de la cybersécurité et des menaces socio-économiques qui pèsent sur toutes les structures politiques. La révolution digitale peut mener à de nouvelles formes de tension, de conflits et même de guerre.

Faire avancer la paix aujourd'hui implique donc la construction d'un monde digital compatible avec la démocratie. Nous devons veiller à sécuriser la neutralité de la toile pour assurer un Internet démocratique.

La fracture numérique doit être comblée afin d'assurer que tout le monde ait accès aux opportunités des technologies de l'information et de la communication. Il est nécessaire d'assurer le droit à la liberté d'opinion et d'expression en ligne pour tous.

Le fonctionnement de l'espace digital public et de l'espace public hors ligne doit être régulé en conduisant de façon modérée et considérée des campagnes de prévention contre la manipulation des opinions ou les contenus haineux. Il est également essentiel de mettre en place des barrières contre la surveillance excessive ou illégale et le vol des données personnelles. Enfin, il est primordial de développer une éthique globale de l'intelligence artificielle, spécialement en ce qui concerne les applications militaires. Aucune législation nationale ne pourra faire face, seule, aux défis transnationaux posés par la gouvernance démocratique des réseaux. Pourtant, ces défis ont d'ores et déjà donné lieu à des tensions internationales accrues et contribueront peut-être même à déstabiliser la paix.

Instaurer la paix implique des efforts de long terme, ainsi qu'une volonté politique. Promouvoir la paix, c'est aussi prendre en compte nos voisins invisibles, nos sœurs inaudibles, et protéger les enfants à naître.

Confronter les puissances qui troublent l'ordre international fondé sur l'état de droit, élever nos ambitions dans le combat contre le réchauffement climatique, augmenter nos efforts pour permettre à chaque individu de se réaliser, rendre la justice sociale plus efficace et se préparer à la révolution digitale : voilà les cinq principes que nous avons l'intention de soutenir à travers les solutions politiques suivantes.



01

LE MULTILATÉRALISME ET LE DROIT INTERNATIONAL SONT VIVEMENT MENACÉS ET CRITIQUÉS.

En tant que Parlementaires pour la Paix, nous attirons votre attention autour d'un certain nombre de projets dont l'objectif est de renforcer et de développer la coopération internationale.

Ces projets sont également bâtis selon les principes fondateurs des Nations Unies, instituées il y a 75 ans. Il est tout d'abord vital de réintégrer la démocratie dans la diplomatie. C'est pourquoi nous soutenons la **Campagne pour une Assemblée parlementaire des Nations-Unies** portée par l'ONG *Démocratie sans frontières* dans le but de placer les branches législatives de chaque Nation au cœur de l'ordre multilatéral.

Réunir dans l'arène diplomatique des décideurs chargés de politique intérieure pourrait vivifier la coopération internationale ainsi que renouveler le personnel politique. Il est en effet de la plus haute importance pour les citoyens de s'intéresser aux affaires internationales. Un effondrement de la coopération transnationale les affecterait directement.

Anticiper un tel risque est crucial. C'est pourquoi nous recommandons également l'**Index du Multilatéralisme** conçu par l'Institut international pour la Paix (IPI) et l'Institut pour l'économie et la paix (IEP). L'analyse des risques d'un affaiblissement de la coopération globale constitue la clé essentielle pour prévoir les défaillances potentielles. La réponse au virus Covid-19 a en effet bien montré sa nécessité.

02

LA CRISE ENVIRONNEMENTALE CONSTITUE L'UN DES PLUS DANGEREUX FACTEURS DE PERTURBATION GÉOPOLITIQUE.

Elle requiert des solutions audacieuses et rapides. Nous, les Parlementaires pour la Paix, réaffirmons notre soutien aux forums internationaux tels que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (PBISE). Nous les soutenons pour leurs actions contre le déni de la science climatologique et pour leur promotion de politiques fondées sur l'évidence scientifique.

Mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le climat conclu en 2015 ne nécessite pas seulement le soutien des parlements. Ce cadre mondial doit également donner naissance à des projets émanant de la société civile et du secteur corporatif. Prévention, gestion et adaptation doivent être notre ambition pour lutter contre la crise climatique.

En plus de notre action législative portant sur la réduction des émissions carbone, nous recommandons à la communauté internationale des solutions pour anticiper les conséquences de l'inaction des principaux pollueurs internationaux.

Les **systèmes d'alerte rapide** mis sur pied par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ainsi que le « **registre des menaces écologiques** », créé par l'Institut pour l'économie et la paix (IEP) contribuent tous les deux à renforcer la résilience des Nations et des peuples les plus en danger.

En tant que parlementaires, nous sommes conscients du double danger qui menace la stabilité politique : l'accroissement de la pollution et la raréfaction des ressources. Nous soutenons donc la mise en avant de projets tels que la « **Fondation pour les déchets** » (**Waste Foundation**), développant des programmes dans les pays du Sud, ou encore le « **mouvement zéro-gâchis** » (**Zero Waste Movement**) mis en œuvre dans les pays du Nord, dans le but de réduire la production de déchets et d'arriver à une économie plus circulaire.

03

LA PANDÉMIE DE COVID-19 A ÉGALEMENT MIS EN LUMIÈRE LA NÉCESSITÉ D'UNE ACTION URGENTE POUR ÉTABLIR UNE MEILLEURE COOPÉRATION ET UNE PLUS GRANDE COORDINATION DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ GLOBALE.

Nous, les Parlementaires pour la Paix, voulons souligner l'importance primordiale de l'établissement d'une gouvernance mondiale plus coopérative, plus transparente et plus efficace. Il nous est impossible de minimiser notre déception envers la réponse globale apportée à la pandémie du coronavirus.

Nous serions prêts à soutenir une éventuelle coalition internationale qui plaiderait pour un devoir de bien-être incombant à tous les gouvernements. La préparation et la réponse à de telles crises internationales, qui pourraient également résulter de menaces chimiques, nucléaires ou radiologiques, doit être anticipée.

La pandémie de la Covid-19, qui sévit dans le monde à l'heure actuelle, nous a fait reconnaître la nécessité de permettre à tous les peuples l'accès à des ressources fondamentales de l'humanité, comme une eau propre et à des installations d'assainissement.

Nous soutenons ainsi le **programme de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en faveur d'une couverture sanitaire universelle**. Dans cette même perspective, nous recommandons également le travail de l'**Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI)**. Celle-ci

constitue un modèle de partenariat public-privé indépendant, bénéficiant d'un mécanisme multilatéral de financement pour améliorer la santé générale des plus pauvres, ainsi que prévenir et combattre les dysfonctionnements sanitaires mondiaux.

Le vaccin contre le coronavirus est en cours de développement dans des unités secrètes nationales en compétition les unes avec les autres. L'arrivée d'une solution globale à la pandémie n'est pas aussi rapide que nous le voudrions.

De plus, il est fort probable qu'une grande partie de la population mondiale en soit exclue.

Faire face à la Covid-19 s'est révélé d'autant plus complexe au regard des campagnes de désinformation enflammées par les discours irresponsables de quelques-uns des leaders mondiaux.

Nous devons reconnaître qu'en cas de pandémie, personne n'est en sécurité tant que tout le monde n'est pas en sécurité !

04

LA JUSTICE SOCIALE EXIGE DES MESURES POLITIQUES RADICALES ET INNOVANTES POUR COMBATTRE LES MENACES DOMESTIQUES A LA PAIX QUE SONT LES INÉGALITÉS, L'EXCLUSION OU LA CORRUPTION.

Nous, les Parlementaires pour la Paix, croyons que le rééquilibrage des politiques autour du principe du bien-être de tous les individus constitue la clé pour mener à des sociétés stables et pacifiées.

Les économies avancées, obsédées par la croissance économique, se sont développées sur la base du consumérisme, de l'exploitation des peuples et des ressources naturelles. Elles ont malheureusement échoué à procurer aux citoyens l'essence même du progrès.

C'est pourquoi nous recommandons le **programme « Mesurer le bien-être et le progrès »** créé par l'OCDE, ainsi que l'**Alliance pour une économie du bien-être** conduite en coopération régionale entre l'Écosse, le Pays de Galles, l'Islande et la Nouvelle-Zélande. Ces exemples mettent en exergue l'importance de l'égalité, de l'émancipation et du développement personnel dans le respect des droits humains, pour assurer un mode de vie sain, comprenant plus d'attention porté au bien-être physique, mental et environnemental.

Certaines initiatives politiques innovantes et aux objectifs bien définis tels que le **Forum Génération Égalité**, organisé par ONU Femmes en 2020, ou encore le **Y20 pour la participation des jeunes à la table du G20**, mis en œuvre depuis 2011, constituent des exemples d'outils décisifs pour le soutien aux efforts d'inclusion et de bien-être.

Nous avons besoin d'une compréhension globale de ce principe de « bien-être » qui ne se limite pas à servir les populations des économies avancées.

Le bien-être des populations de pays à bas revenus, vivant dans des zones de conflit ou forcées au déplacement doit également être pris en compte dans la réflexion internationale, sans quoi il ne pourra être atteint.

05

ENFIN, LA RÉVOLUTION DIGITALE APPELLE À PRENDRE DES MESURES DE GOUVERNANCE GLOBALE AUDACIEUSES QUANT AU FONCTIONNEMENT DÉMOCRATIQUE D'INTERNET, AINSI QUE SUR LA RÉGLEMENTATION ÉTHIQUE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.

En tant que Parlementaires pour la Paix, nous dénonçons l'exploitation massive des données privées amenant un capitalisme de surveillance ou un système autoritaire de contrôle social. Nous souhaitons, au contraire, encourager les solutions éthiques coordonnées au niveau mondial visant à renforcer l'état de droit et le respect des droits humains au sein de la révolution digitale.

Il nous faut dépasser les principes de gouvernance déjà établis et aller de l'avant vers un traité international pour un Internet démocratique. L'instabilité politique due aux dysfonctionnements digitaux et aux cyber-menaces peut se répandre rapidement à travers les frontières de nos juridictions respectives.

Nos instances sécuritaires et nos corps législatifs apparaissent bien incapables de répondre à de telles situations. C'est pourquoi la coopération internationale, fondée sur des coalitions impliquant des acteurs tant étatiques que non-étatiques, est primordiale pour la création d'un avenir digital démocratique. Certains projets représentent des exemples de premier plan en la matière.

L'**Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace** a été mis au point en 2018 à partir d'une volonté transnationale, portée par des chefs d'industrie et des décideurs politiques.

Le but était de favoriser un comportement responsable dans le cyberspace, prenant modèle sur les règles et les responsabilités de chacun en vigueur dans l'espace physique. Le **Grand Comité International sur la Désinformation et les « Fake News »** et le **Partenariat International pour l'Information et la Démocratie** ont eux aussi pour objectif de faire se rencontrer à la fois les États, les corporations et les chercheurs.

Ces instances visent à favoriser le développement de services en ligne centrés sur la disponibilité d'informations indépendantes, fiables et gratuites, afin de contrecarrer les campagnes de désinformation.

Au niveau international, nous devons également préparer nos sociétés, nos économies et notre démocratie à s'adapter à l'impact de l'Intelligence Artificielle.

Elle risque de présenter de multiples défis vis-à-vis de beaucoup de nos principes actuels : depuis ceux de l'état de droit jusqu'à ceux de la cohésion sociale.

Des solutions comme les **Principes de l'Intelligence artificielle développés par l'OCDE** ou bien encore le projet de l'Unesco intitulé « **Une intelligence artificielle aux valeurs humaines pour un développement durable** » sont des projets clés pour assurer le développement prospère et pacifique de l'intelligence artificielle et de l'automatisation.



Nous, Parlementaires pour la Paix, sommes réunis au sein Forum mondial Normandie pour la Paix, en 2020, pour partager nos analyses sur les dangers menaçant la paix, issus des défis causés par les dommages environnementaux, les dysfonctionnements sociétaux et la révolution digitale.

Notre conclusion est que les déséquilibres mondiaux peuvent empirer rapidement et entraîner l'arrivée d'une ère d'instabilité politique due à la rapide détérioration du système multilatéral le changement climatique qui s'accélère, la crise sanitaire globale, les inégalités persistantes, ainsi qu'un développement digital non réglementé.

En tant que législateurs d'une dizaine de pays, nous prenons acte que le passage de lois dans nos juridictions respectives nécessite une certaine coopération avec une volonté politique plus globale. Nous avons donc identifié un certain nombre d'initiatives au sein de la communauté internationale, conduites par des coalitions diplomatiques ou des domaines public-privé. Ces projets sont à même d'améliorer notre capacité à répondre adéquatement aux défis transversaux d'aujourd'hui.

Nous appelons nos collègues parlementaires, à travers le monde, à prendre en considération de telles initiatives politiques de façon à améliorer leur rôle législatif national. Nous nous engageons à communiquer avec eux pour stimuler encore plus l'attention des citoyens autour de ces idées concrètes pour la promotion et le soutien de la paix.

Nous nous engageons également à surveiller de près la façon dont les départements des affaires étrangères de nos pays respectifs contribuent effectivement à mettre en œuvre de telles solutions politiques multilatérales. Enfin nous appelons les gouvernements locaux et nationaux à soutenir et à encourager ces initiatives transnationales, socle clé pour faire face aux menaces actuelles contre la paix.

BIOGRAPHIES DES PARLEMENTAIRES POUR LA PAIX

LES DIX PARLEMENTAIRES POUR LA PAIX 2020

- **FRANCE - Mme Catherine Morin-Desailly**
Sénatrice, Présidente de la Commission Culture, tourisme et attractivité du territoire de la Région Normandie
- **LIBAN - Pr. Dima JAMALI**
Députée à la Chambre des députés, Présidente de la commission des Objectifs de Développement Durable
- **BRÉSIL - M. Marcelo Calero**
Ancien ministre, Député au Parlement fédéral
- **ROYAUME-UNI - Dr. Philippa Whitford**
Députée à la Chambre des communes
- **CANADA - Mme Marie-France Lalonde**
Ancienne ministre d'Ontario, Députée au Parlement fédéral, Présidente du groupe d'amitié France-Canada
- **AFRIQUE DU SUD - M. Darren Bergman**
Shadow minister pour les Affaires étrangères, Député à l'Assemblée nationale
- **NORVÈGE - Mme Ingjerd Schou**
Ancienne ministre, Députée, Vice-présidente de l'Assemblée du Storting
- **INDE - M. Gaurav Gogoi**
Député à l'Assemblée du Lok Sabha
- **SENEGAL - M. Pape Sgna Mbaye**
Député à l'Assemblée nationale, Président de la commission du Développement durable
- **TAIWAN - Pr. Yun Fan**
Membre de l'Assemblée législative

**BRÉSIL - M. Marcelo Calero**

Ancien ministre, Député au Parlement fédéral

Marcelo Calero est avocat, diplomate de carrière, maître de conférence et ancien ministre de la Culture au Brésil. En tant que membre de la « Ciudadania » (citoyenneté) depuis mars 2018, il a été élu représentant de la chambre basse fédérale aux élections générales de 2018. À la Chambre des députés, il est membre de la Commission de la culture, de la Commission de l'éducation et de la Commission de la défense des droits des personnes handicapées.

CANADA - Mme Marie-France Lalonde

Ancienne ministre d'Ontario, Députée au Parlement fédéral, Présidente du groupe d'amitié France-Canada

Marie-France Lalonde a été élue députée d'Orléans en octobre 2019. Elle a rejoint la Chambre des communes après 5 ans à l'Assemblée législative de l'Ontario, où elle a siégé au Cabinet. Elle est actuellement membre des deux comités permanents des langues officielles et des anciens combattants, ainsi que présidente de l'Association interparlementaire Canada-France. Titulaire d'un diplôme en travail social et en tant qu'ancienne propriétaire d'une résidence pour retraités, elle a consacré plus d'une décennie au secteur des soins de santé avec un focus sur les personnes âgées.

**NORVÈGE - Mme Ingjerd Schou**

Ancienne ministre, Députée, Vice-présidente de l'Assemblée du Storting

Ingjerd Schou est une politicienne représentant Østfold, en Norvège, pour Høyre (le Parti conservateur de Norvège). Au Parlement, elle est membre de la Commission permanente des affaires étrangères et de la défense. Elle est également cheffe de la délégation norvégienne à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et membre de la présidence du Parlement norvégien.

SENEGAL - M. Pape Sagna Mbaye

Député à l'Assemblée nationale, Président de la commission du Développement durable

Pape Sagna Mbaye est président de la Commission du développement durable et de la transition écologique au sein de l'Assemblée nationale du Sénégal. Il est membre du bureau politique du Parti AFP (Alliance des Forces du Progrès). Il est un ancien maire de Pikine, qui est sur la côte la deuxième ville la plus peuplée du Sénégal.





LIBAN - Pr. Dima JAMALI

Députée à la Chambre des députés, Présidente de la commission des Objectifs de Développement Durable

Dima Jamali a été élue en 2018 en tant que membre du Parlement libanais. Elle est présidente de la Commission parlementaire des Objectifs de Développement Durable (ODD). Depuis 2015, elle est également présidente du Global Compact Network Lebanon (GCNL), un réseau d'entreprises engagées à faire progresser la durabilité et les ODD au Liban.

ROYAUME-UNI - Dr. Philippa Whitford

Députée à la Chambre des communes

Avant de devenir députée, Philippa Whitford était une chirurgienne consultante du cancer du sein. Elle s'est d'abord impliquée activement dans la politique lors du référendum sur l'indépendance de l'Écosse, faisant campagne avec « *Women for Independence* » (les femmes pour l'indépendance) et en tant que membre fondatrice du « *NHS for YES* ». Elle a ensuite représenté le Parti national écossais lors de l'élection générale de 2015 et a été nommée porte-parole du parti dans le domaine de la santé à Westminster.



AFRIQUE DU SUD - M. Darren Bergman

Shadow minister pour les Affaires étrangères, Député à l'Assemblée nationale



Darren Bergman a commencé sa carrière politique en 2000 en tant que conseiller municipal à Johannesburg. Il a été élu au Parlement en 2014 et en 2019, puis a été nommé *shadow minister* des relations internationales et de la coopération. Il est actuellement membre du forum parlementaire SADC (Pays en développement sud-africains). Il est également vice-président de la « démocratie, de la gouvernance et des droits de l'homme pour les pays en développement sud-africains ». Enfin, il fait partie du comité libéral international des droits de l'homme.

INDE - M. Gaurav Gogoi Député à l'Assemblée du Lok Sabha

Actuellement en service pour son deuxième mandat en tant que député, Gaurav Gogoi est le chef adjoint du Parti du Congrès dans la Lok Sabha, tout en étant également membre de la Commission parlementaire permanente des finances et de la Commission des assurances gouvernementales. Récemment, il a été un défenseur actif de la réforme contre la pollution de l'air en Inde. Il a simultanément mené des efforts visant à réorganiser l'engagement des parlementaires pour le traitement des questions cruciales de politique étrangère en Inde.





TAIWAN - Pr. Yun Fan
Membre de l'Assemblée législative

Yun Fan est membre du Parti démocrate progressiste et membre de la Commission de l'éducation et de la culture. En tant que professeure de sociologie à l'Université nationale de Taiwan, elle a effectué ses recherches sur les mouvements sociaux, la politique de genre et la société civile.

FRANCE - Mme Catherine Morin-Desailly
Sénatrice, Présidente de la Commission Culture, tourisme et attractivité
du territoire de la Région Normandie (CO-PRÉSIDENTE)

Catherine Morin-Desailly est Sénatrice de Seine-Maritime depuis septembre 2004. Elle est Présidente de la Commission de la culture, de l'éducation et de la communication et Vice-présidente du Groupe d'étude numérique du Sénat français.



M. Thomas FRIANG
Fondateur et CEO de l'Insitut Open Diplomacy (CO-PRÉSIDENT)

Thomas Friang est le fondateur et directeur général de l'Institut Open Diplomacy. Il a débuté sa carrière en tant qu'économiste en régulation financière à la Banque centrale française avant de passer au conseil en stratégie politique. À ce titre, Thomas a créé les groupes de travail du G20 et du G7 dédiés aux jeunes. Il a présidé leurs sommets en 2011 et 2019.

« PARLEMENTAIRES POUR LA PAIX » EST UN PROGRAMME CO-FONDÉ PAR L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY ET LA RÉGION NORMANDIE, AU COEUR DU FORUM MONDIAL NORMANDIE POUR LA PAIX.

L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY



Au 21^e siècle, nous avons besoin de comprendre l'état du monde pour exercer notre citoyenneté. Depuis dix ans, la vocation de l'Institut est d'offrir au plus grand nombre les outils pour comprendre les enjeux internationaux et cultiver ses connaissances géopolitiques. C'est le sens des décryptages, des formations et des débats qui sont proposés par l'Institut.

Cette vocation pédagogique débouche sur la mission civique de l'Institut : créer des opportunités qui permettent à chacun de participer à la vie diplomatique.

Depuis 2011, l'Institut Open Diplomacy a rendu cela possible au sein du G7 et G20 par exemple.

Chaque année, l'Institut recrute, forme et finance des délégués qui partent représenter la France dans les travaux du G20 et du G7 dédiés aux jeunes.

LA RÉGION NORMANDIE



Un patrimoine naturel remarquable et une prestigieuse histoire font de la Normandie une destination touristique privilégiée. La région Normandie est mondialement connue, notamment grâce au Débarquement du 6 juin 1944 qui fut un tournant décisif dans la Seconde Guerre mondiale.

La région s'affirme comme une destination touristique profondément liée au domaine de la mémoire. Chaque année, plus de deux millions de visiteurs de tous pays et de toutes générations se croisent et se rendent sur les plages de Normandie pour découvrir et partager le souvenir de ceux qui ont œuvré pour la Paix.

LE FORUM MONDIAL NORMANDIE POUR LA PAIX



L'initiative Normandie pour la Paix est née de la volonté de la Région de poursuivre le considérable travail de mémoire accompli depuis 1945 en Normandie afin de devenir un laboratoire pour une paix durable. Lors du Forum mondial et tout au long de l'année, des initiatives, des projets labellisés et des rendez-vous mettent en lumière les valeurs de paix et de liberté chères à la Normandie.

Chaque année, le forum rassemble plus de 6 000 visiteurs du monde entier - dont 2 500 jeunes - venus échanger avec des experts en géopolitique, des représentants étatiques, le monde académique et des membres de la société civile.

Lors des éditions précédentes, on peut se souvenir des discours de Denis Mukwege (prix Nobel de la paix 2018), du Manifeste de Normandie pour la paix dans le monde, signé par 4 lauréats du prix Nobel de la paix, ainsi que de la réception par Greta Thunberg du premier prix de la liberté.

Sur le thème « Prévenir la guerre : répondre aux nouvelles menaces », cette 3e édition permettra d'aborder les enjeux sociaux, environnementaux et technologiques. A ces menaces s'ajoute la crise sanitaire qui a accentué les inégalités et a révélé certaines limites de notre modèle de développement.

LES PARLEMENTAIRES POUR LA PAIX



En 2020, l'Institut Open Diplomacy se joint à la Région Normandie pour ajouter une nouvelle voix au forum : celle des Parlementaires pour la Paix (P4P).

Le programme Parlementaires pour la Paix rassemble 10 parlementaires internationaux, travaillant de concert pour mettre en place une audacieuse déclaration transnationale, pour faire face aux nouvelles menaces sur la paix. Ces défis comprennent, entre autres :

- Les politiques éducatives et sociales.
- La protection de l'environnement et le développement durable.
- Les nouvelles technologies et l'innovation.

Cette déclaration, la Peace Policy Platform (3P), sera présentée le 2 octobre, à l'issue du Forum Normandie pour la Paix. Elle mettra en avant des solutions politiques ambitieuses pour faire face les tensions qui émergent dans le monde actuel, et appeler les responsables internationaux à persévérer dans leurs efforts pour une paix durable.





WWW.P4P.GLOBAL